

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Toulouse, le 12/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAS PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE**

Usine de Soual  
Route de Cambounet-sur-le-Sor  
81580 SOUAL

Références : DRI/DRC2022/194

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement SAS PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE implanté Usine de Soual Route de Cambounet-sur-le-Sor 81580 SOUAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE
- Usine de Soual Route de Cambounet-sur-le-Sor 81580 SOUAL
- Code AIOT dans GUN : 0006804399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Pierre Fabre Dermo Cosmétique située route de Cambounet-sur-Sor à Soual est spécialisée dans la fabrication de produits dermo-cosmétiques, tels que des crèmes, des laits, des shampoings, des gels douche, des lotions, etc. Elle emploie environ 510 salariés sur le site. Cet établissement a la particularité de disposer de bâtiments annexes permettant le stockage :

- des matières premières sur le site de la Chartreuse à Castres ;
- des articles de conditionnement (flacons vides, cartons d'emballage, etc.) sur le site de Bagatelle à Castres.

Les produits finis sont, quant à eux, expédiés et stockés sur le site de Muret (31).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle de prescriptions concernant la chaudière biomasse du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Energie	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.5.	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 5.6.	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Documentation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 1.2	/	Sans objet
Combustibles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.1.	/	Sans objet
Combustibles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.1.	/	Sans objet
Combustibles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.2.	/	Sans objet
Combustibles	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.	/	Sans objet
Mars de plantes	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.4.1.	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.6.	/	Sans objet
Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 5.5.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté :

- le respect de 8 prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2015
- 3 faits non conformes pour lesquels des éléments démontrant la conformité sont attendus de la part de l'exploitant, sous 1 mois, suite à ses engagements.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Documentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents à disposition de l'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit et tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...] Les résultats d'analyse des combustibles des 5 dernières années ;</li><li>• le registre de livraison des marcs de plantes ;</li><li>• le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents ;</li><li>• les résultats des mesures des émissions atmosphériques.</li></ul>
<b>Constats :</b> Une consultation par sondage a permis de constater que les documents en question étaient effectivement tenus à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les combustibles pouvant être utilisés dans l'installation sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• plaquettes de bois</li><li>• mélange de marcs SERENOA/VINCA désolvantés issus de l'établissement PIERRE FABRE à Gaillac et à hauteur de 40 % maximum du mélange avec les plaquettes [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, seules les plaquettes forestières étaient employées (pas de combustion de marcs de plantes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Combustibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage et alimentation des combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage des combustibles est réalisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour les plaquettes de bois dans des silos à fond mouvant situés dans un hangar fermé</li><li>• pour les marcs de plantes dans des bennes capotées</li></ul> Les combustibles sont acheminés jusqu'à la chaudière par un système de vis capotées. Le réglage des vis permet de respecter le taux maximum de mélange suivant : 40 % biomasse marc de plantes / 60 % plaquettes forestières. L'exploitant s'assure par une procédure et par un contrôle périodique du bon réglage des vis afin de respecter ce taux de mélange. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
<b>Constats :</b> Sur site ont été regardés les silos à fond mouvant, ainsi que les bennes capotées. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. La consultation de la procédure pour le réglage des vis manque toutefois de clarté sur les paramètres essentiels à régler permettant de respecter la proportion maximale de marcs de plantes. Cette procédure mérite d'être mise à jour à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Combustibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des marcs de plantes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les marcs de plantes ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants (métaux, méthanol et hexane). Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères de qualité fixés ci-dessus. Les cendres volantes issues de la combustion des déchets respectent les teneurs suivantes : (teneur max pour cadmium, plomb, zinc, dioxines et furannes)
<b>Constats :</b> La consultation des derniers résultats d'analyse sur marcs (décembre 2021) et sur cendres volantes (janvier 2021) n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. Les teneurs réglementaires sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des marcs de plantes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none"><li>• les dates et heures de livraison, la quantité livrée, le type de marc de plantes, l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule</li><li>• l'attestation de conformité délivrée par Pierre Fabre Plantes et Industries</li><li>• le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.4 du présent arrêté[...]</li></ul> Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans.
<b>Constats :</b> Sur site le jour de l'inspection, la consultation par sondage du registre a permis de constater le respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Marcs de plantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 2.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de suivi de la qualité des marcs de plantes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés dans la chaudière. L'exploitant s'assure de la conformité du combustible utilisé par : <ul style="list-style-type: none"><li>• un contrôle visuel à la livraison. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans une procédure et permettent de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, ferrailles, pierres ...</li><li>• une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés dans la grille présente à l'article 2.2 sur un lot réceptionné à l'usine de Soual tous les ans</li><li>• une analyse de la teneur en métaux et dioxines et furannes dans les cendres volantes à la demande de l'inspection</li></ul>
<b>Constats :</b> La consultation par sondage des analyses montre le respect des fréquences réglementaires. Quant à la procédure de contrôle visuel de la biomasse, elle ne concerne que les plaquettes forestières, les marcs de plantes étant contrôlés sur leur site de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Energie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 [...]
<b>Constats :</b> Le dernier rapport de contrôle date de 2015. Au vu de la puissance de la chaudière biomasse (inférieure à 5 MW), le prochain contrôle aurait dû être réalisé en 2020. L'exploitant s'est engagé à réaliser ce contrôle dans les meilleurs délais. Un délai de 1 mois est accordé à l'exploitant pour démontrer sa conformité sur ce point (transmission du rapport de contrôle).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de traitement des rejets gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de traitement des fumées. Cette procédure indique notamment la nécessité : <ul style="list-style-type: none"><li>– d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</li><li>– d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</li></ul> La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 h sur 12 mois glissants [...]
<b>Constats :</b> La consultation de la procédure dédiée a permis de constater le respect de cette prescription. A ce jour, aucun dysfonctionnement n'a été constaté sur le filtre à manches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Emissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 5.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées [...]
<b>Constats :</b> La consultation des derniers rapports d'analyse des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse montre le respect de cette fréquence réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/2015, article 5.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de combustion biomasse respectent les valeurs limites d'émission suivantes ainsi que le programme de surveillance suivant [...] Débit en continu Poussières : évaluation en continu (équivalent opacimètre) Le bilan est [...] accompagné de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvres ou envisagées [...]
<b>Constats :</b> La surveillance des poussières est effectivement réalisée en continu. Toutefois, les appareils de mesure en continu doivent être exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils doivent être conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences. L'exploitant doit appliquer en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). La consultation du certificat QAL1 n'appelle pas de remarque. Quant au QAL2, à ce jour l'exploitant ne l'a pas réalisé. Il s'est engagé à le faire courant avril. Comme les résultats de surveillance par organisme agréé ne révèlent pas de dépassement, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Un délai de 1 mois est accordé à l'exploitant pour démontrer sa conformité sur ce point  Les résultats d'autosurveillance du 18 janvier 2022 montrent des dépassements de la concentration limite en poussières. Le bilan de l'exploitant ne contient pas de commentaires sur les causes possibles de dépassement ni d'actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Emissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission de l'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.
<b>Constats :</b> En pratique, l'exploitant transmet en fin de saison de chauffe son autosurveillance, ce qui n'est pas conforme avec la réglementation : il doit transmettre chaque mois ses résultats. Un délai de 1 mois est accordé à l'exploitant pour démontrer sa conformité sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet